

Service vétérinaire Santé et protection animale,  
Environnement  
1 Boulevard John Fitzgerald Kennedy  
66100 Perpignan

Perpignan, le 29/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EXTRAMER SA**

Fontaine d'Extramer  
66600 SALSES LE CHATEAU

Références : DDPP66 2022 00896

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement EXTRAMER SA implanté Fontaine d'Extramer 66600 SALSES LE CHATEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXTRAMER SA
- Fontaine d'Extramer 66600 SALSES LE CHATEAU
- Code AIOT dans GUN : 0056600050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement est une pisciculture continentale de grossissement d'une production de 275 tonnes de bars ( 2021) alimentée par la source Font Extramer et dont le point de rejet est situé dans l'étang de Salses Leucate .

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
AP autorisation exploiter caduque	Arrêté Préfectoral du 28/04/1989, article 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejet	Arrêté Préfectoral du 28/04/1989, article 8	/	Sans objet
Prélèvement en eau	Arrêté Préfectoral du 28/04/1989, article 6	/	Sans objet
Rubrique 4725 - Oxygène	Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 1-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral auquel l'établissement est soumis .  
Cependant, cette arrêté préfectoral accordé pour une période de 30 ans est caduque .

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** AP autorisation exploiter caduque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/1989, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, autorisation exploiter
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°5633 du 28 avril 1989 une pisciculture sur le territoire de la commune de Salses le Château est accordée pour une période de 30 ans à compter de la date du présent arrêté . A l'expiration de ce délai, le permissionnaire devra renouveler sa demande sans pour autant préjuger de la suite qui lui sera réservée .
<b>Constats :</b> L'arrêté d'autorisation d'exploiter est caduque . La prolongation et le renouvellement d'une autorisation environnementale, article L.181-15 du code de l'environnement, sont soumis à la délivrance d'une nouvelle autorisation s'ils comportent une modification substantielle du projet autorisé ou en cas de changement substantiel dans les circonstances de fait et de droit ayant présidé à la délivrance de l'autorisation initiale. Dans le cas contraire, les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/1989, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet de la pisciculture devra respecter simultanément les conditions correspondant à la qualité 1B et en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- la teneur en ammoniacque qui sera mesurée tous les jours pendant la période d'étiage, au moins une fois par semaine le reste de l'année .</li><li>- les matières en suspension totale : mesure tous les mois</li><li>- la teneur en oxygène dissous (tous les 15 jours)</li></ul>
<b>Constats :</b> Les autocontrôles journaliers sont réalisés sur site . Un autocontrôle mensuel de la qualité de l'eau , entrée et sortie , est effectué par un laboratoire agréé .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prélèvement en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/1989, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le pisciculteur pourra disposer de l'eau de la source de Font Estramer à partir d'un dispositif situé sur la parcelle 59 ou 61 en milieu continental , sur la rive gauche du cours d'eau de Font Estramer, à l'extrémité du chenal artificiel .
<b>Constats :</b> La source d'approvisionnement en eau de la pisciculture est exclusivement l'eau de la source . Le débit moyen prélevé est de l'ordre de 1350 l/s et en pointe de 1600 l/s . L'ouvrage de prélèvement en eau n'a pas été modifié depuis sa création .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rubrique 4725 - Oxygène

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 1-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage oxygène
<b>Prescription contrôlée :</b>  Implantation - aménagement L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété.  Dans le cas où l'installation comporte un ou plusieurs récipients fixes d'oxygène liquide, la disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger. Exploitation - entretien  Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration
<b>Constats :</b> L'établissement a équipé ses installations d'un générateur d'oxygène d'une puissance de 25 kWatt . Sur le site , seul un silo de réserve d'oxygène d'une capacité de 10 000 litres est en exploitation .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet